



Nadia Effendi

Associée et cheffe nationale des affaires, Litige commercial

T 416.367.6728
F 416.367.6749
Toronto, Ottawa
NEffendi@blg.com
[LinkedIn](#)

[Litiges](#)
[Plaideoirie en appel](#)
[Litige commercial](#)
[Action collective](#)
[Litige relatif au droit public](#)
[Transports](#)
[Industrie ferroviaire](#)
[Politiques publiques et relations gouvernementales](#)
[Gestion de crise](#)

Nadia Effendi représente des clients, tant en français qu'en anglais, lors de procédures complexes et très médiatisées, notamment des actions collectives ainsi que des affaires touchant le droit administratif, le droit réglementaire, le droit constitutionnel et les droits de la personne.

Elle a représenté des clients d'un grand nombre de secteurs (notamment les transports, les services financiers, la radiodiffusion et les télécommunications, l'énergie, le divertissement, etc.) et est particulièrement versée dans les domaines du droit des transports, du droit électoral, de l'accès à l'information et des droits liés aux langues officielles.

Nadia plaide régulièrement devant toutes les instances judiciaires fédérales et provinciales ainsi que des tribunaux administratifs, et elle prend souvent part à des commissions d'enquête. Elle a également représenté des clients devant la Cour suprême du Canada à de nombreuses reprises. Elle siège au Comité de liaison entre la magistrature des Cours fédérales et le barreau de l'Association du Barreau canadien. Chez BLG, elle est à la tête des groupes Plaideoirie en appel et Litige relatif au droit public, en plus d'être gestionnaire régionale du groupe Litiges – droit commercial et construction à Toronto. Elle s'investit aussi auprès de l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario (AJEFO), dont elle est actuellement membre et a présidé le conseil d'administration par le passé, et elle fait partie du Comité des langues officielles de l'Association du Barreau de

l'Ontario. Avant d'entrer au service de BLG, Nadia a travaillé comme auxiliaire juridique auprès du juge Bastarache à la Cour suprême du Canada.

Expérience

- Conseillère juridique auprès de Louise Arbour, dans le cadre de l'examen des Forces armées canadiennes et de ministère de la Défense nationale visant à faire la lumière sur les allégations de harcèlement et d'inconduite sexuelle au sein de l'Armée canadienne.
- Conseillère juridique d'Amazon dans une action collective portant sur des heures supplémentaires et des salaires impayés (depuis 2020).
- Conseillère juridique devant la Cour suprême du Canada pour la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada dans l'affaire *Law Society of Saskatchewan c. Abrametz*.
- Conseillère juridique pour l'Université York devant la Cour suprême du Canada dans l'affaire *Université York c. Canadian Copyright Licensing Agency (Access Copyright)* (CSC 39222) (en 2020 et 2021).
- Conseillère juridique devant la Commission des débats des chefs de la Cour fédérale (dirigée par David Johnston) relativement à des demandes d'accréditation de médias présentées par Rebel Media pour les débats des chefs (depuis 2019).
- Conseillère juridique devant la Cour fédérale pour le Service administratif des tribunaux judiciaires dans le cadre du dossier T-1624-19, *Jeremy King c. Sa Majesté le Roi, et al.*
- Conseillère juridique devant la Cour suprême du Canada pour Comptables professionnels agréés du Canada dans l'affaire *Grant Thornton LLP c. Province du Nouveau-Brunswick* (CSC 39172).
- Conseillère juridique devant la commission Cullen pour Comptables professionnels agréés du Canada (depuis 2020).
- Conseillère juridique chargée de la présentation devant le Conseil de la magistrature de l'Ontario lors d'une audience concernant une plainte sur la conduite du juge Donald McLeod (en 2020 et 2021).
- Conseillère juridique choisie par le gouvernement fédéral dans le cadre des appels contestant la taxe carbone (en 2019 et 2020).
- Conseillère juridique devant la Cour suprême du Canada pour le Conseil national des musulmans canadiens dans l'affaire *Ethiopian Orthodox Tewahedo Church of Canada St. Mary Cathedral c. Aga* (CSC 39094) (depuis 2020).
- Conseillère juridique devant la Cour fédérale pour le directeur général des élections du Canada dans l'affaire *Szuchewycz v. Attorney General of Canada* (2020 FC 954) (depuis 2020).
- Conseillère juridique devant la Cour fédérale pour le Service administratif des tribunaux judiciaires dans le cadre d'une requête introduite par Pierre Devinat concernant la traduction de jugements des Cours fédérales (de 2018 à 2021).
- Conseillère juridique devant la Cour fédérale et la Cour d'appel fédérale pour Oceanex Inc. dans une demande d'examen judiciaire déposée contre le ministre des Transports et Marine Atlantic Inc. (de 2015 à 2020).
- Conseillère juridique devant la Cour suprême du Canada, la Cour d'appel fédérale et la Cour fédérale pour le Bureau de régie interne et le président de la Chambre des communes, à l'égard de requêtes introduites par des membres du NPD (depuis 2014).
- Conseillère juridique devant la Cour suprême du Canada pour l'Association du Barreau canadien dans les affaires *Colombie-Britannique (Procureur général) c. Provincial Court Judges' Association of British Columbia* (CSC 38381) et *Nouvelle-Écosse (Procureur général) c. Judges of the Provincial Court and Family Court of Nova Scotia* (CSC38459) (en 2019 et 2020).
- Conseillère juridique devant la Cour supérieure de justice de l'Ontario pour un détaillant en ligne dans le cadre d'une action collective touchant les salaires (depuis 2020).

- Conseillère juridique devant la Cour supérieure de justice de l'Ontario pour Handa Student Travel dans le cadre d'une action collective touchant les salaires (depuis 2018).
- Conseillère juridique devant la Cour supérieure de justice de l'Ontario pour GoodLife Fitness dans le cadre d'une action collective (de 2016 à 2019).
- Conseillère juridique devant la Cour supérieure de justice de l'Ontario pour la Banque Scotia dans le cadre d'une action collective touchant les salaires (de 2014 à 2016).
- Conseillère juridique devant la Cour suprême du Canada, la Cour d'appel de l'Ontario et la Cour divisionnaire de l'Ontario pour le Barreau de l'Ontario dans l'affaire *Trinity Western University v. The Law Society of Upper Canada*, [2015 ONSC 4250/2016 ONCA 518](#) (de 2014 à 2018).
- Conseillère juridique devant la Cour suprême du Canada pour Comptables professionnels agréés du Canada dans l'affaire *Deloitte & Touche c. Livent Inc. (Séquestre de)*, par son séquestre et administrateur spécial Roman Doroniu (en 2016 et 2017).
- Conseillère juridique devant la Cour suprême du Canada pour la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, l'Organisation de coopération et de développement économiques, le Groupe de la Banque Africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque interaméricaine de développement et la Banque nordique d'investissement dans l'arrêt *Groupe de la Banque mondiale c. Wallace*, 2016 CSC 15 (en 2015 et 2016).
- Conseillère juridique devant la Cour supérieure de justice de l'Ontario pour le directeur général des élections du Canada dans l'affaire *Council of Canadians v. Canada (Attorney General)*, [2015 ONSC 4601](#) (de 2015 à 2018).
- Conseillère juridique devant la Cour suprême du Canada, la Cour d'appel de l'Ontario et la Cour supérieure de justice de l'Ontario pour la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada dans un différend contractuel avec la Ville de Thunder Bay (de 2014 à 2019).
- Conseillère juridique devant la Cour suprême du Canada pour l'Association des chemins de fer du Canada dans l'arrêt *Compagnie de chemin de fer Canadien Pacifique c. Canada (Procureur général)*, 2016 CSC 1.
- Conseillère juridique devant la Cour d'appel fédérale pour la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de diverses contestations de décisions rendues par l'Office des transports du Canada au sujet de plaintes déposées par des expéditeurs qui concernaient des obligations d'interconnexion et de service (voir *Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada c. Richardson International Limited*, [2015 CAF 180](#), *Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada c. Office des transports du Canada et Wilkinson*, 2013 CAF 270 et *Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada c. Canada (Transport, Infrastructure et Collectivités)*, [2012 CAF 240](#)).
- Conseillère juridique devant la Cour d'appel fédérale pour la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada contre l'Office des transports du Canada dans le cadre de deux appels contestant certaines décisions de l'Office quant à des plafonds de revenus pour le transport céréalier (en 2015 et 2016).
- Conseillère juridique devant la Cour fédérale pour la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada dans la contestation de décisions concernant l'accès à des demandes d'information rendues par Transports Canada (2016).
- Conseillère juridique devant plusieurs cours provinciales pour le compte de JTI-Macdonald qui conteste l'interdiction du menthol (depuis 2015).

Perspectives et événements

- Autrice, « SCC holds that CRTC cannot resolve disputes for telecommunication carriers' access to 5G antennas on public land », article de BLG, août 2025
- Autrice, « CSC : une seule interprétation raisonnable du droit d'appel en matière d'immigration », article de BLG, juillet 2025

- Autrice, « Federally regulated industries: The SCC reaffirms and clarifies the interjurisdictional immunity doctrine », article de BLG, juin 2025
- Autrice, « Drug and alcohol testing in Canada: SCC denies leave to appeal in Power Workers' Union v. Canada », article de BLG, juin 2025
- Autrice, « The SCC lowers the legal threshold for challenging the vires of subordinate legislation », article de BLG, novembre 2024
- Autrice, « La Cour d'appel fédérale considère que les politiques de confidentialité longues et complexes de Facebook ne permettaient pas d'obtenir un consentement valable », article de BLG, novembre 2024
- Autrice, « Unanimous Supreme Court upholds air passenger protection regulations' requirements for travel disruption compensation on international flights », article de BLG, octobre 2024
- Autrice, « New Rules of the Supreme Court of Canada for 2024 », article de BLG, mai 2024
- Autrice, « Supreme Court rules military judges free of reasonable apprehension of bias », article de BLG, mai 2024
- Autrice, « Individual Charter Rights vs Collective Indigenous Rights », article de BLG, avril 2024
- Autrice, « Two routes to a remedy: Judicial review and statutory rights of appeal », article de BLG, mars 2024
- Autrice, « SCC finds warrant is required before first digital breadcrumb can be revealed », article de BLG, mars 2024
- Autrice, « Réglementation des plastiques à usage unique : deuxième chance pour le Canada », article de BLG, février 2024
- Autrice, « Décision de la CSC : secret des délibérations du Cabinet et divulgation de ses lettres de mandat », article de BLG, février 2024
- Autrice, « Les valeurs comptent encore : la CSC réaffirme les droits à l'instruction en français et le cadre Doré », article de BLG, décembre 2023
- Autrice, « To intervene or not to intervene before the Federal Courts », article de BLG, octobre 2023
- Co-author, "[Federal courts ask interveners to prove their worth](#)", Law360 Canada, October 2023
- Autrice, « Appellate Fall 2023 preview: Significant cases to watch », article de BLG, septembre 2023
- Autrice, « Sursis et rejet pour le recours collectif des livreurs contre Amazon », article de BLG, juillet 2023
- Autrice, « The Safe Third Country Agreement: Safe... For now? », article de BLG, juin 2023
- Autrice, « Loi encadrant le cannabis : Résumé de l'arrêt Murray-Hall c. Procureur général du Québec, 2023 CSC 10 », article de BLG, mai 2023
- Conférencière, «Law Society of Saskatchewan v Abrametz – What are the Takeaways for Administrative Law Practitioners?», Six-Minute Administrative Law and Practice 2023, mars 2023.
- Conférencière, « Le harcèlement sexuel en milieu de travail », Réunion hivernale de l'Association du Barreau canadien - région du Nouveau-Brunswick, février 2023.
- Conférencière, « Bilan 2022: survol des arrêts clés de l'année rendus par les cours d'appel », Comité des langues officielles de l'ABO, janvier 2023.
- Speaker, "Year in Review of Top Administrative Law Decisions and Cases to Watch," The Canadian Institute's 22nd Annual Advanced Administrative Law & Practice Conference, October 27, 2022

À l'extérieur de BLG

Activités professionnelles

- Directrice, Institut canadien d'études juridiques supérieures, 2024-présent
- Vice-présidente, Fédération des associations de juristes d'expression française de common law inc., 2023-présent
- Secrétaire, groupe de pratique Plaidoirie en appel, la Société des plaideurs

- Présidente, Comité d'interventions, Association des juristes d'expression française de l'Ontario
- Membre, la Société des plaideurs, de 2020 à aujourd'hui
- Ex-membre, Comité du programme juridique du Fonds d'action et d'éducation juridiques pour les femmes (FAEJ)
- Membre, Association du Barreau canadien, Association du Barreau de l'Ontario
- Membre, Association du Barreau du comté de Carleton
- Membre, Comité de liaison entre la magistrature des Cours fédérales et le barreau de l'Association du Barreau canadien
- Membre, Comité des utilisateurs de la Cour divisionnaire
- Membre, Comité organisateur du colloque 2020 des adjoints judiciaires de la Cour suprême du Canada
- Membre, Comité de liaison entre la magistrature des Cours fédérales et le barreau de l'Association du Barreau canadien, de 2021 à aujourd'hui
- Membre, groupe de pratique Plaidoirie en appel, la Société des plaideurs
- Ex-membre, Comité des langues officielles, Association du Barreau de l'Ontario

Activités communautaires

- Ancienne membre du conseil d'administration et secrétaire, Citizen Advocacy, organisme sans but lucratif qui aide les personnes handicapées à prendre part à la vie communautaire

Prix et marques de reconnaissance

- Saluée dans le numéro 2026 (et depuis 2020) de la publication *The Best Lawyers in Canada* dans la catégorie Appels, depuis 2021 dans la catégorie Droit administratif et droit public et depuis 2022 dans la catégorie Droit des sociétés et droit commercial.
- Reconnue dans le numéro 2026 (et depuis 2022) du répertoire *Chambers Canada — Canada's Leading Lawyers for Business* (Litige: Droit administratif et public (Ontario))
- Reconnue dans le numéro 2025 de la publication *The Canadian Legal Lexpert® Directory (Actions collectives)*, depuis 2020 (Litiges : Réglementation et Droit public) et dans les éditions 2016 à 2018 (Litiges : Droit public)
- Récipiendaire du prix Catzman pour professionnalisme et civilité 2025
- Reconnue dans le numéro 2025 (et depuis 2021) de *Benchmark Canada* à titre d'étoile du litige.
- Reconnue dans l'édition 2024 (et depuis 2022) de la publication *Benchmark Top 100 Women in Canada*, et dans les éditions 2021 et 2020 de la publication *Benchmark Top 50 Women in Canada*.
- Récipiendaire de l'Ordre du mérite 2023 de l'Association des juristes d'expression française (AJEFO)
- Prix Stronger Together 2023 décerné par Women in Law Leadership
- Reconnue dans l'édition 2025 (et depuis 2020) de la publication *Lexpert Special Edition: Litigation*
- Nommée avocate plaidante de l'année lors des Canadian Law Awards 2022
- Reconnue comme « étoile montante » en 2013 par *Lexpert*
- Lauréate en 2011 d'un prix Zenith de *Lexpert* pour sa représentation bénévole d'anciens combattants devant la Cour fédérale
- Reconnue dans les éditions 2015 à 2018 et 2020 de la publication *Benchmark Canada — The Definitive Guide to Canada's Leading Litigation Firms & Attorneys* comme « future étoile » et « étoile du litige » (Droit administratif, Droit commercial général, Droit public et Recours collectif)
- Reconnue dans les éditions 2020, 2017 et 2018 de la publication *Benchmark Canada 40 & Under Hot List*
- Reconnue par *Benchmark Canada* comme l'un des talents les plus prometteurs de l'année 2019
- Reconnue au nombre des 25 avocats les plus influents au Canada en 2016 par le magazine *Canadian Lawyer* dans la catégorie « jeunes avocats influents »

Admission au Barreau et formation

- Ontario, 2004
 - LL. B. (avec très grande distinction; médaille d'or), Université d'Ottawa, 2003
-

BLG | Vos avocats au Canada

Borden Ladner Gervais S.E.N.C.R.L., S.R.L. (BLG) est le plus grand cabinet d'avocats canadien véritablement multiservices. À ce titre, il offre des conseils juridiques pratiques à des clients d'ici et d'ailleurs dans plus de domaines et de secteurs que tout autre cabinet canadien. Comptant plus de 800 avocats, agents de propriété intellectuelle et autres professionnels, BLG répond aux besoins juridiques d'entreprises et d'institutions au pays comme à l'étranger pour ce qui touche les fusions et acquisitions, les marchés financiers, les différends et le financement ou encore l'enregistrement de brevets et de marques de commerce.

blg.com

© 2026 Borden Ladner Gervais S.E.N.C.R.L., S.R.L. Borden Ladner Gervais est une société à responsabilité limitée de l'Ontario.